REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 21 au 27 juillet 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Interview du SG de la COI.....2
-Vêlayoudom Marimoutou: «Il faut penser régional et renforcer une dynamique de voisinage»
1.2 Connectivité numérique.....5
-Le câble METISS vingt-quatre fois plus puissant que les câbles actuels

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....8
-Environnement-Mangroves ou trésor des zones côtières
2.2 Energies renouvelables.....10
-Transition énergétique : Madagascar avance lentement (mais surement)
2.3 Economie.....12
- Mangroves : Une production de crabes atteignant 3,9 tonnes/km² par an
-L'AFD accorde un prêt de 15 milliards de Rs au GM

Vêlayoudom Marimoutou: «Il faut penser régional et renforcer une dynamique de voisinage»



Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.

Pour sa première interview de presse à Maurice, le nouveau SG de la COI nous livre ses impressions, réflexions et entames d'action…

Vous avez pris vos fonctions de secrétaire général (SG) de la COI il y a tout juste une semaine. Comment faites-vous à distance ? *(NdlR: Vêlayoudom Marimoutou est à La Réunion compte tenu des limitations des liaisons aériennes).*

C'est vrai que c'est un mode de travail inédit pour une prise de fonction. On connaît les limites du travail en distanciel. On a besoin de se parler, de se voir, de se rencontrer, d'être en prise directe, c'est humain!
Mais comme pour tout le monde, le mot d'ordre est adaptabilité. J'ai tenu mes premières visioconférences avec les responsables du secrétariat général, ce qui me permet d'avoir une vue d'ensemble des sujets, des dossiers. Forcément, j'ai hâte de pouvoir endosser l'entièreté de ma fonction en étant au siège, à Ébène, en me rendant ensuite dans chacun de nos États membres, et au- près de nos membres observateurs et partenaires pour les premières consultations.

Vous connaissiez la COI avant d'y être nommé ?

Oui, bien sûr. Je suis un Indianocéanien, je me suis toujours intéressé à la région. À l'université de La Réunion, je me suis fait des amis de toutes nos îles, et j'y ai voyagé. Concernant la COI, je m'y suis forcément intéressé ayant porté une réflexion sur les enjeux régionaux, l'économie du développement. Ces questions régionales, au travers de la COI, j'aurai l'occasion de m'y pencher plus en profondeur.

La COI est-elle vraiment utile alors que nos pays, Maurice notamment, sont membres du COMESA, de la SADC ?

Bien sûr que oui ! La COI, c'est la seule organisation régionale d'Afrique exclusivement insulaire. Elle est une organisation de proximité. Elle relie des États qui partagent un même socle culturel, qui parlent la même langue, le même langage. C'est ce qui fait qu'elle a été d'un apport décisif dans le règlement de la crise à Madagascar. C'est ce qui fait qu'elle porte la voix de la région pour un traitement différencié pour les îles auprès de la communauté des bailleurs.

Quelle est sa valeur ajoutée ?

Sa valeur ajoutée, c'est de porter des projets de coopération dans des domaines d'intérêt commun. Je pense notamment à la pêche, à la santé, à la résilience climatique, aux énergies durables. Ce sont des sujets qui dans chacun de nos territoires mobilisent les pouvoirs publics. Et ils mandatent la COI pour des actions régionales dans ces domaines. La COI est d'autant plus utile qu'elle permettra à nos États d'accéder, très prochaine- ment, à des financements climatiques conséquents pour des projets d'adaptation avec le Fonds vert pour le climat. Elle est aussi utile parce qu'elle est réactive, on l'a vu sur le Covid-19. Et, sur les quatre dernières années, les retombées économiques de la COI dans les États membres sont de quatre à sept fois supérieures au coût de fonctionnement de l'organisation…

Parmi les priorités annoncées dans votre discours d'installation, il y a la sécurité maritime. Pourtant, la piraterie somalienne n'est plus la menace qu'elle était…

La piraterie somalienne est effectivement endiguée. Mais elle n'est pas éradiquée. C'est une nuance importante. La menace existe encore.

La COI, avec l'Union européenne (UE) et aussi Maurice lorsqu'elle occupait la présidence de la COI, s'est impliquée très fortement pour la sécurité maritime. Au-delà de la piraterie, il est question de pêche illégale, de trafics illicites en mer, de pollution marine… Et les espaces marins sont une opportunité pour le développement de nos îles. On parle d'État-océans. Maurice, par exemple, est un pays de 2 000 km² qui contrôle une zone économique exclusive 1 000 fois plus vaste ! Nos pays, seuls, ne peuvent assurer le contrôle, la surveillance de ces espaces. La mutualisation des moyens, l'échange d'information, la coordination des actions sont nécessaires. En un mot, c'est de la cooperation.

Et concrètement, que fait la COI, selon vous…

Concrètement, la COI, avec le soutien de l'UE, a conduit sept États de la région à signer deux accords régionaux de sécurité maritime qui s'appuient sur un Centre régional de fusion d'information maritime à Madagascar et un Centre régional de coordination des opérations en mer aux Seychelles. C'est un dispositif adapté et inédit pour la sécurité maritime régionale. Ce faisant, les États membres de la COI, le Kenya et Djibouti sont mieux armés pour lutter contre les crimes et menaces maritimes. **Suite de l'interview**

Pour plus d'informations

- https://fr.allafrica.com/stories/202007230574.html
- https://www.webmauritius.com/article/lexpress/V%C3%AAlayoudom+Marimoutou%3A+%C2%ABIl+faut+penser+r%C3%A9gional+et+renforcer+une+dynamique+de+voisinage%C2%BB/2113881
- http://ile-maurice.niooz.fr/velayoudom-marimoutou-il-faut-penser-regional-et-renforcer-une-dynamique-de-voisinage-36740332.shtml

PERFORMANCE
OCÉAN INDIEN

Le câble METISS vingt-quatre fois plus puissant que les câbles actuels

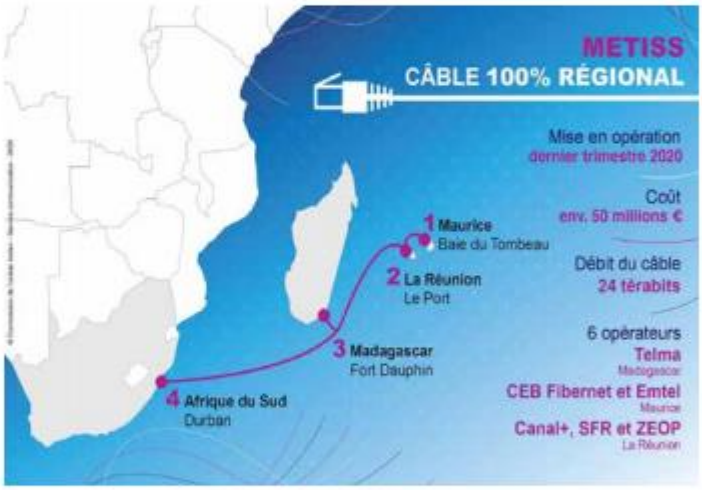
C'est un vieux rêve de visionnaires comme Raj Mohabeer, chargé de mission à la COI, et Abdéali Goulamaly, président du groupe réunionnnais Océinde, qui se réalise actuellement avec l'installation du câble sous-marin METISS. Ce câble de 3 000 km va relier Maurice, La Réunion et Madagascar au hub de Durban, en Afrique du Sud, en apportant de la sécurité et de la performance. Et l'on parle déjà d'un METISS 2 pour relier nos îles à l'Asie.

Par Ignace de Witte, Jacques Rombi et Alain Foulon

Le 2 juin à Fort-Dauphin, à Madagascar, puis le 14 juin au Goulet (au nord de Port-Louis), à Maurice, et enfin, le 19 juin au Port, à La Réunion. Trois étapes, trois événements dans l'installation du câble METISS qui signifie MEltinggoT Indianoceanic Submarine System. Un consortium composé de six opérateurs télécoms : Emtel et CEB FiberNet à Maurice, Canal+, SFR et Zeop à La Réunion, Telma à Madagascar. Sa présidence est tournante et c'est actuellement Xavier Hermesse, directeur général de Zeop, qui préside.

Le câblier *Tefiri*, battant pavillon italien, a assuré les trois « atterrissages » de cette fibre optique d'une capacité de 24 térabits/sec (*), à comparer avec les câbles LION 1, 2 et 3 de 1,3 térabit et le câble « historique » SAFE de... 0,13 térabit ! Ce nouveau câble a été fabriqué par Alcatel Submarine Network (ASN) à Calais.

METISS va connecter nos îles avec l'Afrique du Sud qui est elle-même connectée par câble très haut-débit, d'un côté à l'Amérique du Sud (et par ricochet à l'Amérique du Nord) et de l'autre côté à l'Europe. La pose du câble METISS représente cinq ans de travaux et un investissement de 50 millions d'euros (intégralement porté par les six investisseurs privés), pour une durée de vie estimée à 30 ans. Grâce à cet investissement, nos îles vont « briller » un peu plus sur la carte du monde, où les routes numériques ont maintenant autant d'importance que les routes maritimes.



Sécuriser le réseau

Si le premier des GAFA, Google, a ses bureaux africains et tous les services s'y rapportant en Afrique du Sud, c'est justement parce que ce pays est le mieux relié d'Afrique aux autoroutes de l'Internet. En fait, Google a également des bureaux secondaires à Nairobi (Kenya), Accra (Ghana), Dakar (Sénégal) et Kampala (Ouganda), également bien reliés, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les câbles Lion 1, 2 et 3 nous relient au Kenya.

Rappelons également que Madagascar est déjà reliée à l'Afrique du Sud par le câble EASSY (East African Submarine Cable System) où Telma est partie prenante au sein d'un vaste consortium.

METISS va sécuriser notre réseau, nous permettre d'échanger de plus gros fichiers (vidéos HD et télé 4K) à l'autre bout de la planète, mais va surtout être beaucoup plus rapide (« ping » divisé par 4), ce qui est vital pour l'emporter sur un adversaire dans un jeu en ligne, mais aussi pour acheter des actions dès l'ouverture de la bourse, ou piloter une machine-outil à distance. Avec METISS s'ouvrent donc de nouvelles perspectives de développer des activités économiques dans nos îles.

METISS sera opérationnel au dernier trimestre 2020. Ensuite,



Photo : Guillaume Raulin

Abdéali Goulamaly (à gauche), visionnaire qui, dès 2011, avait lancé l'idée d'un câble indépendant, et Xavier Hermesse, directeur général de Zeop.

le consortium va se lancer dans un autre projet : relier les îles de l'océan Indien à l'Asie avec le câble METISS 2.

METISS, c'est aussi la réalisation d'un rêve porté par des visionnaires depuis de longues années. On peut citer le Mauricien Raj Mohabeer, chargé de mission à la Commission de l'océan Indien. *« Sans Raj, il n'y aurait pas eu de câble »*, soulignent plusieurs acteurs qui ont suivi de près le dossier. Autre visionnaire, le Réunionnais Abdéali Goulamaly, président du groupe Océinde, à qui l'on doit l'arrivée de la téléphonie mobile à La Réunion en 1995. Zeop, filiale d'Océinde, a été le premier opérateur à s'engager pleinement dans la fibre optique. En juin 2011, dans les colonnes de *L'Eco austral*, Abdéali Goulamaly évoquait le besoin de disposer d'un câble sous-marin permettant d'être indépendant tout en anticipant le développement du digital. Neuf ans plus tard, les faits lui donnent raison et il était présent lors de l'« atterrissage » du câble à La Réunion le 19 juin.

Redistribution des cartes

Si l'on se penche sur le modèle économique, on constate que chaque membre du consortium paie au prorata des capacités dont il a besoin. Globalement, ils se situent tous à la même hauteur, à l'exception du Malgache Telma qui est présent à la fois à Madagascar et à La Réunion (via Free). Chaque membre du consortium peut vendre des capacités. Ce qui veut dire que même si Telma est le seul opérateur à Madagascar, cela n'empêche pas un autre opérateur de profiter de METISS. *« Le consortium peut accueillir de nouveaux membres »*, précise d'ailleurs son président, Xavier Hermesse.

On a vu que METISS apportait de la puissance, mais va-t-il faire baisser les prix à la consommation ? [...]

Le visionnaire Raj Mohabeer

Chargé de mission à la Commission de l'océan Indien (COI), le Mauricien Raj Mohabeer est un converti de la première heure à la nécessité d'avoir un nouveau câble, propriété des opérateurs de la région. La COI a commencé une réflexion dès 2005, qui a abouti à un accord des pays en 2009 pour la mise en place du projet Seganet sous la forme d'un PPP (partenariat public-privé) régional. Mais les conditions n'étaient pas réunies à l'époque pour sa concrétisation. Le problème de connectivité et de redondance restait entier. Puis, avec le soutien de l'Union européenne, la COI a conduit plusieurs études en 2014 et 2015, dégageant les orientations stratégiques, techniques, juridiques et financières nécessaires pour agir concrètement. *« Le plaidoyer de la COI a été entendu et compris par nos instances et le secteur privé. La COI a participé activement à l'élaboration du business plan, à la structuration financière et à la gouvernance du consortium jusqu'à la signature de l'accord en décembre 2017 »*, expose Raj Mohabeer. Pour ce dernier, *« METISS est un résultat majeur de la COI, une preuve de l'utilité concrète de notre coopération régionale. »* Mais pour Raj Mohabeer, le rôle de la COI ne s'arrête pas là. *« Il nous reste à contribuer à l'amélioration de l'environnement des affaires et de la gouvernance dans ce secteur. Par exemple, nous réfléchissons à la création d'un observatoire régional des TIC ou encore à une e-Governance Academy régionale à l'exemple du modèle de l'Estonie avec qui nous avons un protocole d'accord. Il s'agirait de renforcer les compétences techniques, les services publics numériques et la cybersécurité. »



© Charles Fréville

« *Pas à La Réunion*, répond Xavier Hermesse, *car les prix ont déjà été divisés par deux depuis 2011. On propose aujourd'hui de l'Internet illimité à 49 euros par mois.* » À Madagascar, c'est possible puisque Telma aura un avantage concurrentiel dont il pourra profiter pour prendre des parts de marché. À Maurice, rien n'est garanti puisque le leader, quasiment en situation de monopole sur le marché grand public de la fibre optique, est Mauritius Telecom qui ne fait pas partie du consortium.

Le trouble-fête pourrait être le CEB (entreprise publique distribuant l'électricité), membre du consortium, mais il apparaît que, pour le moment, il ne vise pas le grand public. En utilisant son réseau de lignes à haute tension, le CEB viserait plutôt à vendre de la capacité aux opérateurs et aux grosses entreprises. Peut-on imaginer le CEB vendant à Mauritius Telecom de la capacité sur METISS ? Tout est possible.

(*) Le térabit équivaut à mille milliards de bits, soit mille gigabits, ou encore un million de mégabits.



Photo : Guillaume Foulon

Le navire Teliri, qui vient d'atterrir le câble METISS à Madagascar, à Maurice et à La Réunion, appartient à la société italienne Elettra, dont le groupe Orange (qui ne fait pas partie du consortium) a acquis 70 % du capital en 2010.

XAVIER HERMESSE, PRÉSIDENT DE METISS :

« Le câble METISS, c'est l'indépendance »

L'Éco austral : Qu'est-ce qu'apporte le câble METISS ?

Xavier Hermesse : Ce câble dit open access est une grande première pour la région. Le mode retenu par le consortium permettra en effet à chaque membre de se connecter facilement et à moindre coût aux autres membres sur chaque territoire. Cette philosophie prend le contre-pied des grands câbles sous-marins existants, pour lesquels les coûts d'interconnexion sont souvent exorbitants et renchérissent sensiblement le coût de l'Internet. Comme l'a souligné Raj Mohabeer de la Commission de l'océan Indien, les câbles existants vieillissent (c'est le cas du SAFE) ou ont besoin d'être sécurisés et complétés par de nouveaux câbles capables d'absorber la croissance des usages internet. METISS apportera une connectivité accrue et une sécurisation supplémentaire pour les routes de l'Internet entre nos îles, l'Afrique et le monde entier.

Peut-on parler vraiment d'indépendance ?

Oui, METISS est pour nous tous un enjeu d'indépendance, technologique, stratégique et financière. Rendez-vous compte que les opérateurs de nos territoires payent encore, selon les régions et selon les câbles sous-marins, le transit internet cinq à vingt fois plus cher qu'à Paris, par exemple ! C'est donc un cas unique que des acteurs régionaux, enracinés sur leur territoire et leurs marchés, se soient unis pour se doter d'un outil autonome et indépendant des grands consortiums internationaux, pour accéder aux grands nœuds de l'Internet mondial, notamment en Afrique du Sud. J'espère que ce projet en appellera d'autres.



Photo : Guillaume Foulon

Environnement – Mangroves ou le trésor des zones côtières

27 juillet 2020 Commenter Farah Raharijaona 28 Vues 2 minute(s) pour lire



Des forêts de la mer, favorables au développement de l'apiculture.

Forêts des mers. Ces arbustes qui séparent les mers de la terre ferme forment les mangroves. Il s'agit d'un écosystème unique et vulnérable car les mangroves servent d'habitat à plusieurs espèces halieutiques. Elles subissent pourtant de nombreuses pressions. A Madagascar, les mangroves s'étalent sur une superficie de 236 400 hectares notamment dans les régions Diana, Sava, Boeny, Melaky, Menabe, Atsimo Andrefana et Sofia.

« La Grande île abrite 2% des mangroves dans le monde mais 17% d'entre elles ont été détruites en l'espace de dix ans. Elles sont pourtant importantes pour les populations des côtes. Non seulement, elles purifient l'air mais elles sont aussi utiles pour l'accroissement de la production piscicole qui fait tourner l'économie », fait savoir le ministre de l'Environnement et du développement durable, Baomiavotse Vahinala Raharinirina.

Marché du carbone

Les mangroves offrent un habitat particulier aux poissons, aux crevettes et aux crabes qui se développent rapidement à condition que les communautés respectent le calendrier de pêche. Elles produisent entre 2,5 à 3,9 tonnes de crabes par km² par an, soit 3 500 tonnes par an en moyenne.

En tant que forêts, les mangroves purifient et filtrent tant l'eau que l'air. Elles aident à lutter contre l'érosion marine et retiennent le sol. Elles constituent aussi une solution naturelle pour le changement climatique car elles agissent contre l'émission de gaz à effet de serre. Concrètement, les mangroves stockent le carbone avec une capacité de 900 à 1 600 tonnes par hectare. Un tel rendement peut favoriser Madagascar sur le marché du carbone.

De plus, les bois fournis par les mangroves peuvent être déployés dans l'apiculture et la sériciculture, moyens de subsistance des populations. Cependant, de lourdes pressions pèsent sur elles telles que hausse du niveau de la mer, la coupe illicite pour la production de bois de chauffe et la construction ainsi que la surexploitation des crustacés. Leur conservation dépend alors d'une gestion rationnelle qui garantit la durabilité des forêts.

Le ministère de tutelle se fixe un objectif de planter des propagules pour couvrir 5 000 hectares par an. En 2019, le reboisement a concerné 80 000 hectares.

Transition énergétique: Madagascar avance lentement (mais sûrement)

Par Les Nouvelles sur 24/07/2020



La Grande Île cherche à prendre un peu plus le soleil. La Jirama et GreenYellow viennent de signer le doublement de la puissance de la centrale solaire d'Ambatolampy : de 20 mégawatts (MW), le site devrait passer à 40 MW, d'ici un an. Ambatolampy confortera sa place de plus grande centrale photovoltaïque de l'Océan Indien.

Le renforcement de ce partenariat s'intègre dans une panoplie de plusieurs projets, à l'instar du barrage hydroélectrique Sahofika qui a obtenu son permis environnemental par l'Office National de l'Environnement au mois de juin.

Dans tous les cas, l'objectif ultime de ces projets est le même : faire en sorte que la Jirama achète une électricité moins chère, et retrouve son équilibre financier. En attendant les résultats escomptés, du côté de la société d'État, tous les voyants sont encore au rouge. La société vend toujours son électricité à perte : avec un coût d'achat moyen à ses prestataires d'environ 30 cents de dollars le kilowattheure, et un prix de vente moyen aux clients finaux à 14 cents.

Conséquence logique : la Jirama a englouti encore 170 milliards d'ariary de subventions en 2020. Et sans dégager de bénéfices, la Jirama a encore plus de mal à rénover ses installations vétustes ou à étendre son réseau, sachant qu'actuellement seuls 15 % des Malagasy ont accès à l'électricité. Avec une régularité et un niveau de service pour le moins discutables…

Il faudra cependant se montrer patient car les résultats concrets des grands projets ne seront visibles que d'ici quelques années dans les comptes de la Jirama et dans les factures des ménages.
A Ambatolampy, la centrale solaire de GreenYellow, filiale du groupe Casino et de Bpifrance, fournit déjà 34 gigawattheures d'énergie chaque année pour le réseau d'Antsirabe et Antananarivo. Elle vend le kilowattheure à la Jirama à 12,5 cents d'euro, juste en dessous de la moyenne de 14 cents donc. La centrale qui se situe à une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale fonctionne depuis juin 2018, sur une superficie de 28 hectares, avec ses 73 728 panneaux solaires. "D'autres projets dans les autres localités de Madagascar suivront forcément, explique un expert dans le secteur. Mais on ignore quand. Pour le moment, le site est à Ambatolampy, c'est le plus grand réseau de la Jirama et c'est le seul site qui peut accueillir une centrale solaire de cette envergure."

En ce qui concerne le financement d'Ambatolampy, un investissement initial de 25 millions d'euros a été nécessaire. Mais pour l'extension à venir, les ingénieurs attendent un coût moindre, étant donné que les lignes de transports et une batterie de 5 MW sont déjà installés.

Le projet Sahofika, de son côté, avance également. Le consortium gestionnaire Neho (Themis, Eiffage, Eranove et HIER) a obtenu son permis environnemental le mois dernier. Le chantier devrait démarrer en 2024. Toutefois, le gouvernement et Neho doivent encore régler quelques points de discorde : la durée de la concession avant que l'Etat ne reprenne le contrôle du barrage et le prix de vente à la Jirama.
Annoncé comme le plus grand projet de barrage hydroélectrique à Madagascar, Sahofika prévoit la construction d'une digue de 60 mètres de haut sur la rivière Onive et d'une usine hydroélectrique dans le fokontany de Sahofika. La puissance installée est de l'ordre de 192 MW. Le projet sera raccordé au réseau Antananarivo et Antsirabe, et devrait alimenter plusieurs millions de foyers.
En outre, le Projet Sahofika nécessite un financement de 900 millions de dollars, dont 25 % de participation privée. D'autres institutions mettent au pot, à l'instar de la Banque Africaine de Développement qui a accordé une garantie de 100 millions de dollars, fin 2019.

Tiana Ramanoelina

Mangroves : Une production de crabes atteignant 3,9 tonnes/km² par an



Les forêts de mangroves constituent une solution naturelle pour lutter contre le changement climatique.

Madagascar dispose de 236 400 hectares de forêts de mangroves qui couvrent ses littoraux. Cela représente 2% des mangroves dans le monde.

La préservation de la nature, y compris les mangroves, s'avère un sujet d'autant plus sérieux car le monde entier traverse une crise sanitaire dont l'origine vient de la destruction de la nature ainsi que du contact direct ou indirect avec les animaux sauvages. En outre, les mangroves jouent un rôle important dans le développement socio-économique du pays. A titre d'illustration, elles abritent de nombreuses espèces de faune et de flore uniques à Madagascar. Elles produisent également entre 2,5 et 3,9 tonnes de crabes /km² par an. Ce qui constitue une source de revenu non négligeables pour les communautés de pêcheurs vivant dans les zones littorales. « *Ce sont les écosystèmes tels que les mangroves et les récifs coralliens qui rendent la côte ouest de Madagascar très productive. Pour notre économie et le bien-être de la population Malagasy, nous avons un intérêt à préserver ces sources de vie* **»,** tient à préciser Dannick Randriamanantena, un responsable au sein du WWF Madagascar.

19 millions de palétuviers plantés. A titre d'illustration, cette organisation mondiale oeuvrant pour la préservation de la nature, s'est associée aux communautés locales, aux organisations de la société civile et aux autorités depuis 2007 pour conserver 50 000 hectares de mangroves dans trois régions, et ce, par le biais d'une gestion communautaire. Il s'agit notamment des régions de Menabe, de Melaky et de DIANA. Les parties prenantes ont ainsi planté plus de 19 millions de palétuviers de mangroves entre 2009 et 2020. Au-delà de la surveillance, les communautés locales sont impliquées dans la gestion durable et la conservation des mangroves dans de nombreuses régions de Madagascar. Elles en assurent la gestion pour que les mangroves et les ressources qui en dépendent créent durablement de la valeur.

Renforcer la gouvernance. Force est également de reconnaître que les forêts de mangroves constituent une solution naturelle pour lutter contre le changement climatique. En effet, elles stockent plus de carbone que les forêts terrestres et filtrent l'eau tout en protégeant les côtes des érosions et de dégâts cycloniques. Sept pays, y compris Madagascar, ont développé une étude analysant les cadres juridiques et politiques des mangroves dans le cadre de l'initiative « Save our mangroves now », en partenariat avec la Coopération économique et du Développement (BMZ), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le WWF. Cette initiative vise à renforcer la gouvernance sur l'écosystème des mangroves pour réduire et stopper sa destruction. Et malgré la crise sanitaire qui sévit dans le pays, la Journée Internationales des Mangroves sera célébrée le 26 juillet 2020. Ce sera marquée par des sensibilisations sur les chaînes radios et sur les réseaux sociaux dans tout Madagascar en vue d'encourager les efforts déployés pour une gestion durable des mangroves.
Navalona R.



L'AFD accorde un prêt de Rs 15 miliards au GM

Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, procédera demain après-midi à la signature d'un prêt de l'ordre de Rs 15 milliards (300 millions d'euros) avec le directeur de l'Agence française de développement (AFD), André Pouilles Duplaix. Cette cérémonie se déroulera en présence de l'ambassadeur de France, Emmanuel Cohet. Les contacts ayant abouti à l'octroi de ce prêt à Maurice remonte au tout début du *lockdown* (voir Week-End du 29 mars dernier) dans le cadre de l'élaboration d'une Development Policy Operation with a Catastrophe Deferred Drawdown Option.

Les indications glanées par *Week-End* auprès de sources concordantes en marge de la cérémonie de demain indiquent que "*la présente opération vise au renforcement de la capacité pour la réduction et la gestion des risques de catastrophes naturelles et sanitaires*". Cette opération comprendra deux volets, dont un prêt de contingence de 300 000 000 euros, qui repose sur

budgétaires pour l'année financière 2020/2021, soit de l'ordre de Rs 15 milliards.

Les quatre axes arrêtés s'articulent comme suit : la première action porte sur la santé et le contexte sanitaire devant accompagner la réponse rapide des autorités et soutient la réouverture contrôlée du pays avec un objectif de sécurité sanitaire.

La deuxième est axée

gouvernement et les mesures à moyen terme pour augmenter la résilience, la couverture et l'efficacité des mécanismes de protection sociale, la troisième prévoit le renforcement des capacités de planification du ministère des Finances et la quatrième couvre des dimensions clefs de la résilience à long terme de Maurice, en accompagnement du nouveau cadre légal et institutionnel en matière d'atténuation et d'adaptation contre le changement climatique.

Le programme d'assistance technique directe de 1,5 million d'euros et plusieurs autres accompagnements visent à assister Maurice dans la mise à exécution des quatre actions prioritaires. Le taux d'intérêt assorti à cet emprunt contracté auprès de l'AFD est de 1,12% remboursable sur 20 ans avec un différé d'amortissement (moratoire)

En principe, lors des premières étapes autour de cette Development Policy Operation, le ministère des Finances avait engagé des consultations avec l'AFD et la Banque mondiale avec des possibilités de financement de 650 millions de dollars américains, dont 325 millions de dollars en provenance de la Banque mondiale et le reste de l'AFD. "*Considering the anticipated budgetary shock caused by the COVID-19 and the GoM's request for more substantial and more flexible financing options, the World Bank and AFD propose a new specific budget support operation that combines the lower cost and contingency features of the Cat DDO with the flexibility of a Development Policy Loan with a Deferred Drawdown Option (DPL with DDO)*", avait-on fait comprendre lors des discussions